

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCALFI

Société par Actions Simplifiée au capital de 262 530 000 Francs CFP soit 2 200 001,40 Euros
Siège social : Centre Commercial La Belle Vie - 224 rue J. Lékawé - PK6 98 800 Nouméa - Nouvelle Calédonie
650 721 R.C.S. NOUMEA

Comptes sociaux au 31 décembre 2017 approuvés par l'Associé Unique le 30 mai 2018

I. — Bilan

XPF

Actif	Notes	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Créances sur les établissements de crédit	10 - 11	1 613 014 749	756 007 779
A vue		1 613 014 749	756 007 779
Opérations avec la clientèle	8 - 11	2 864 160 905	3 331 158 412
Concours à la clientèle		2 864 160 904	2 551 160 144
Comptes débiteurs		1	779 998 268
Parts dans les entreprises liées	9	35 800	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	12	7 850 099 541	7 548 098 245
Location simple	12	245 177 394	232 720 890
Immobilisations incorporelles	9	0	0
Immobilisations corporelles	9	8 891 929	9 133 184
Autres actifs	13	5 888 481	238 664 435
Comptes de régularisation	14	60 851 534	45 746 768
Total de l'actif		12 648 120 333	12 161 529 713

Passif	Notes	Après répartition au 31.12.17	Au 31.12.2017	Au 31.12.16
Dettes envers les établissements de crédit	10 - 11	7 453 347 751	7 453 347 751	0
A vue		0	0	0
A terme		7 453 347 751	7 453 347 751	0
Opérations avec la clientèle	10 - 11	52 250 325	52 250 325	4 471 240 933
A vue		52 250 325	52 250 325	49 153 183
A terme		0		4 422 087 750
Autres passifs	13	232 150 277	232 150 277	547 653 389
Comptes de régularisation	14	322 212 947	322 212 947	359 470 522
Provisions	15	94 617 366	94 617 366	237 082 537
Fonds pour risques bancaires généraux		0	0	0
Dettes subordonnées	16	0	0	0
Capitaux propres hors FRBG		4 493 541 667	4 493 541 667	6 546 082 332
Capital souscrit	17	262 530 000	262 530 000	4 094 631 000
Primes de fusion et d'apport	17	0	0	0
Réserves	17	1 502 444 274	1 502 444 274	183 732 823
Report à nouveau	17	2 728 567 393	2 250 762 927	1 928 606 879
Résultat de l'exercice		-	477 804 466	339 111 630
Total du passif		12 648 120 333	12 648 120 333	12 161 529 713

Hors bilan

XPF	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Engagements donnés		
Engagements de financement en faveur	150 420 221	190 184 475
De la clientèle (1)		
Engagements reçus		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (2)	117 025 227	116 780 102

(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent aux ouvertures de crédits consentis non utilisés

(2) Il s'agit des engagements de rachat des immobilisations louées

II. — Compte de résultat

XPF	Notes	31-déc.-17	31-déc.-16
Intérêts et produits assimilés		188 514 754	215 973 784
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	3	0	0
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2	188 514 754	215 973 784

Intérêts et charges assimilées		-110 379 678	-169 918 660
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	3	-54	-1 318
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2	-110 379 624	-169 917 342
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	4 618 726 073	4 616 164 709
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	-3 384 043 561	-3 483 205 392
Produits sur opérations de location simple	2	117 164 428	120 335 847
Charges sur opérations de location simple	2	-83 887 064	-83 609 489
Commissions (produits)	2	120 876 814	125 963 044
Commissions (charges)	2	-129 851 680	-128 069 435
Autres produits d'exploitation	6	392 714	27 755 629
Autres charges d'exploitation	6	-2 243 525	-4 646 489
Produit net bancaire		1 335 269 275	1 236 743 548
Charges générales d'exploitation		-480 727 575	-497 996 860
Frais de personnel	6	-177 120 307	-165 151 366
Autres frais administratifs	6	-303 607 268	-332 845 494
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-3 383 451	-3 005 268
Résultat brut d'exploitation		851 158 249	735 741 420
Coût du risque	4	1 687 199	6 324 692
Résultat d'exploitation		852 845 448	742 066 112
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	45 000	0
Résultat courant avant impôt		852 890 448	742 066 112
Impôt sur les bénéfices	7	-375 085 982	-402 954 482
Résultat net		477 804 466	339 111 630

III. — Affectation du résultat

L'associé unique constatant que l'exercice 2017 se solde par un bénéfice de 477 804 466 francs XPF (4 004 001,42 euros) et que la réserve légale se trouve pleinement constituée, décide d'affecter le résultat de l'exercice en report à nouveau.

IV. Annexes aux comptes sociaux

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

1/ Présentation des comptes

Les comptes individuels de SOCALFI S.A.S. ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables Numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

SOCALFI S.A.S. présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan. Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2/ Faits marquants de l'exercice

Les principaux événements intervenus au cours de l'exercice 2017 sont les suivants :

Description du nouvel environnement capitalistique et des principales modifications juridiques intervenues en 2017

— Changement de contrôle au 28 mars 2017 et modifications juridiques associées (« Projet Vermeer »)

SOCALFI est depuis le 28 mars 2017 filiale de My Money Bank (anciennement GE Money Bank) elle-même filiale de Promontoria MMB, compagnie financière holding de statut français, affiliée au fonds d'investissement américain Cerberus et soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Jusqu'au 28 mars 2017, SOCALFI appartenait au groupe américain General Electric « GE », conglomérat international exerçant des activités industrielles et financières.

Elle était une filiale de la société holding française GE Capital SAS-GEC SAS, elle-même filiale de GE Capital International Holding Limited créée en 2015 et soumise à la réglementation bancaire britannique. Cette dernière était une filiale de GE Capital Global Holding LLC soumise à la réglementation bancaire américaine.

Dans le cadre du désengagement de GE, des activités de financement opérées sous « GE Capital », à l'exception de celles liées aux lignes de métiers industriels, un contrat « Share Purchase Agreement » a été signé, le 27 septembre 2016, entre GE Capital SAS-GEC SAS et la société Promontoria France Holding (devenue Promontoria MMB au 28 mars 2017) portant sur la cession de GE Money Bank (à l'exclusion de sa filiale de crédit foncier GE SCF) et des entités de GE Money Outre-Mer, dont SOCALFI (« Projet Vermeer »).

La demande de changement de contrôle de GE Money Bank et de chacune des entités réglementées de GE Money Outre-Mer, dont SOCALFI, a reçu, le 23 janvier 2017, un avis favorable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et le 28 février 2017, celui de la Banque Centrale Européenne. Le changement de contrôle a été réalisé le 28 mars 2017.

Les autorisations obtenues portaient également sur plusieurs demandes sous-jacentes introduites par l'acquéreur dont la filialisation des entités GE Money Outre-Mer

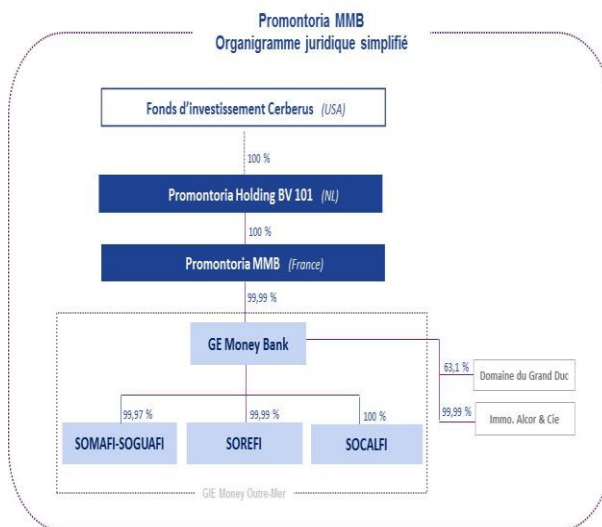
(SOREFI, Somafi-Soguafi et GE Financement Pacifique) sous GE Money Bank avec un changement de contrôle associé.

Cette opération a été également réalisée en date du 28 mars 2017. Les autres opérations sont présentées au point suivant.

Depuis le 28 mars 2017, My Money Bank est en conséquence la société mère des entités « Outre-Mer », soit les sociétés de financement suivantes :

- Société Réunionnaise de Financement-SOREFI (La Réunion)
- Somafi-Soguafi (Antilles-Guyane)
- SOCALFI (Nouvelle Calédonie)

L'organigramme du groupe Promontoria MMB s'établit au 31 décembre 2017 comme suit :



— Opérations juridiques liées au changement de contrôle (« Projet Vermeer »)

Opérations subséquentes à la demande de changement de contrôle :

Comme exposé ci-avant, le changement de contrôle de GE Money Bank et de chacune des entités réglementées de Money Outre-Mer, dont SOCALFI, s'est accompagné, outre la filialisation des entités d'Outre-Mer dont SOCALFI, des opérations subjacentes suivantes réalisées au 28 mars 2017 :

- Transformation des sociétés en commandite par actions, en sociétés anonymes à conseil d'administration (GE Money Bank, SOREFI, Somafi-Soguafi) ; et augmentation de capital corrélatrice en vue de compenser la perte des droits sociaux de l'associé commandité ;
- Mise en place d'une nouvelle gouvernance, confirmation des dirigeants effectifs, nomination des nouveaux membres des conseils ;
- Changement de dénomination sociale pour les sociétés GE Money Bank (devenue My Money Bank) et GE Financement Pacifique (devenue SOCALFI).

2.2. Autres événements marquants intervenus en 2017

— Opérations de titrisation de type « ABS » (RubyOne, EmeraldOne, SapphireOne Auto – 2017-1)

Dans le cadre de la mise en place de son dispositif de refinancement post changement de contrôle, la Société participe depuis mars 2017, avec My Money Bank et les autres entités d'Outre-Mer à trois opérations de titrisation (RubyOne, EmeraldOne et SapphireOne Auto-2017-1) :

- RubyOne est une opération de titrisation de créances de prêts et de contrats de location Auto,
- EmeraldOne est une opération de titrisation de créances de prêts à la consommation sans affectation,
- SapphireOne Auto 2017-1 est une opération de titrisation publique d'un portefeuille de prêts et de crédits-baux Auto.

La réalisation des trois opérations de titrisation résidant principalement dans l'utilisation des produits de la cession des créances cédées pour rembourser des prêts intra-groupe conclus par la Société avec des sociétés du groupe General Electric, avait pour objectif de réduire l'endettement de la Société et contribuer au financement de l'activité future de la Société indépendamment du groupe General Electric.

— Rationalisation des fonds propres – Réduction du capital social

Par décision du Président de la Société en date du 12 juillet 2017, prise sur délégation de pouvoir conférée par décision de l'Associé unique en date du 28 mars 2017, le capital social a été réduit de 3 832 101 000,00 Francs XPF (soit 32 113 006,38 euros) par le rachat et l'annulation par la Société de 2 554 734 actions d'une valeur nominale de 1 500 Francs XPF (soit 12,57 euros) chacune, et a été ainsi ramené de 4 094 631 000 Francs XPF (soit 34 313 007,78 euros) à 262 530 000 Francs XPF (soit 2 200 001,40 €) euros.

Cette opération s'est inscrite dans le cadre de la rationalisation des fonds propres de la Société et avait été autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) par décision du Collège de Supervision en date du 24 mars 2017, confirmée par courrier en date du 4 avril 2017.

3/ Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2017.

4/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée

d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015, le stock antérieur est amorti sur une durée 4 ans.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

Immobilisations temporairement non-louées :

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

Comptabilité financière :

Pour les besoins de la consolidation du groupe PROMONTORIA MMB, la société SOCALFI S.A.S réalise une liasse de consolidation en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. La note 8 Bis décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

Les opérations avec la clientèle

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises et la location.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux.

Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- le crédit automobile ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

Créances douteuses

SOCALFI S.A.S applique la réglementation définie par le règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutif à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz. Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Au 31.12.2017 le montant des encours restructurés est de 78.431.233 Francs Pacifique.

Dépréciations

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est

fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « Particuliers » pour les VAT et pour les prêts personnels.
- Une segmentation « Entreprises » pour les entreprises classiques et pour les entreprises dites Loi Girardin.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrecouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

Provision sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Au 31 décembre 2017, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau - Matériels - Logiciels acquis	10 ans linéaire
	de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet
	12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché, 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du CRC 2009-03.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

SOCALFI S.A.S octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC). Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs de ces IFC.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 1,45 % contre 1,25% l'année précédente.

5/ Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a entraîné la modification des comptes au 31 décembre 2017.

6/ Autres informations

Consolidation des comptes

Les comptes de SOCALFI S.A.S. sont consolidés dans le groupe PROMONTORIA MMB par la méthode de l'intégration globale.

Contrôle fiscal

SOCALFI S.A.S. fait l'objet d'un contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2017.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) :

SOCALFI S.A.S. n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 2 : Produits et charges sur opérations avec la clientèle

XPF	31-déc.-17	31-déc.-16
Revenus des opérations de crédit	309 391 568	341 936 828
Intérêts et produits assimilés	188 514 754	215 973 784
Commissions et produits assimilés	120 876 814	125 963 044
Charges des opérations de crédit	-114 244 124	-177 149 607
Intérêts et charges assimilées	-110 379 624	-169 917 342
Commissions et charges assimilées	-3 864 500	-7 232 265
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	4 618 726 073	4 616 164 709
Loyers, indemnités et produits divers	4 291 565 153	4 362 887 538
Reprise de provisions	18 763 823	0
Plus-values de cessions	232 290 483	250 622 353
Reprise des dépréciations créances douteuses	76 106 614	2 654 818
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	-3 384 043 561	-3 483 205 392
Dotation aux amortissements	-3 125 314 047	-3 271 603 979
Dotation aux provisions	0	-9 632 093
Moins-values de cessions	-194 208 576	-169 657 270
Pertes sur créances irrécouvrables	-63 754 383	-16 543 442
Dotation des dépréciations créances douteuses	-766 555	-15 768 608
Produits sur opérations de location simple	117 164 428	120 335 847
Loyers, indemnités et produits divers	97 023 655	94 652 208
Reprise de provisions	0	0
Plus-values de cessions	20 073 640	25 683 639
Reprise des dépréciations créances douteuses	67 133	0
Charges sur opérations de location simple	-83 887 064	-83 609 489
Dotation aux amortissements	-83 769 193	-82 517 897
Dotation aux provisions	0	0
Moins-values de cessions	-117 871	0
Pertes sur créances irrécouvrables	0	0
Dotation des dépréciations créances douteuses	0	-1 091 592
Commissions sur apporteurs d'affaires	-125 987 180	-120 837 170
Total	1 337 120 140	1 213 635 726

Note 3 : Résultat des opérations financières

	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Opérations avec les établissements de crédit	-54	-1 318
Intérêts et produits assimilés	0	0
Intérêts et charges assimilées	-54	-1 318
Total	-54	-1 318

Note 4 : Détail du coût du risque

XPF	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Variation nette des dépréciations sur créances douteuses clientèle VAC	927 669	10 372 849
Pertes nettes sur créances irrécouvrables	-15 831 933	-4 564 919
Variation nette des dépréciations sur impayés	0	0
Variation nette des dépréciations sur encours sains	16 591 463	516 762
Total	1 687 199	6 324 692

Note 5 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

XPF	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Gains sur actifs immobilisés	45 000	0
Pertes sur actifs immobilisés	0	0
Total	45 000	0

Note 6 : Autres produits et autres charges d'exploitation

Autres produits d'exploitation

XPF	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Autres produits d'exploitation bancaire	229 287	27 585 015
Produits accessoires	229 287	27 585 015
Autres produits divers		
Autres produits d'exploitation non bancaire	163 427	170 614
Produits accessoires	0	0
Autres produits divers	163 427	170 614
Provisions pour risques & charges		0
Total	392 714	27 755 629

Autres charges d'exploitation

	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Autres charges d'exploitation bancaire	-2 243 525	-3 664 909
Autres charges diverses	-2 243 525	-3 664 909
Autres charges d'exploitation non bancaire	0	-981 580
Autres charges d'exploitation non bancaire (Debt Sales)		
Provisions pour risques & charges		-981 580
Autres charges diverses		
Total	-2 243 525	-4 646 489

Charges générales d'exploitation

	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Frais de personnel	-130 923 335	-119 893 314
Charges de retraite	-8 820 034	-8 478 790
Autres charges sociales	-30 075 604	-28 124 506
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-1 093 671	-1 174 535
Participation et intéressements des salariés	-6 207 663	-7 480 221
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-19 944 528	-21 170 281
Autres frais administratifs	-283 662 740	-311 675 213
Total	-480 727 575	-497 996 860

Note 7 : Impôt sur les bénéfices

	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Impôt exigible de l'exercice	-375 085 982	-402 954 482
IFA	0	0
Impôt sur les bénéfices	-375 085 982	-402 954 482

Effectif moyen

Exercice	Employés	Cadres	Total
2017	14	6	20
2016	14	10	24

Note 8 : Opérations avec la clientèle

XPF	Au 31.12.2017	Au 31.12.2016
Encours sain net	2 849 904 495	2 535 818 434
Encours sain	2 849 904 495	2 535 818 434
Encours douteux net	14 256 409	15 341 710
Encours douteux	133 614 401	135 627 371
<i>dont compromis</i>	84 298 498	102 723 442
Dépréciation des créances sur la clientèle	-119 357 992	-120 285 661
<i>dont compromis</i>	82 240 695	-99 628 490
Total actif	2 864 160 904	2 551 160 144

Passage du bilan social au bilan financier

Note 8 bis : Passage du bilan social au bilan financier

Justification de la marge financière

XPF	Social	Financier
Encours sains	7 824 468 159	8 805 748 490
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	7 788 319 633	8 785 026 617

Immos en cours		
Impayés sains	20 426 849	20 426 849
ICNE	15 721 677	295 024
Encours douteux	687 614 780	903 050 864
Capital restant du	0	215 436 084
Impayés douteux	687 614 780	687 614 780
ICNE		
Dépréciations de créances douteuses	-649 698 026	-652 927 058
Encours nets	7 862 384 913	9 055 872 296
Divers		
Marge financière		-1 363 363 277
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-226 502 562	-47 638 688
Dépréciation de CRD douteux	-3 031 353	-3 647 786
Complément de provisions	0	-8 371 547
Provision pour marge financière négative		
Total	7 632 850 998	7 632 850 998

Note 8 ter : Détail des dépréciations d'actif

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.2016	Dotation	Reprise	Au 31.12.2017
Créances douteuses	120 285 661	29 212 731	-30 140 400	119 357 992
dont compromis	66 982	39 953	-66 982	39 953
Total	120 285 661	29 212 731	-30 140 400	119 357 992

Crédit-bail et location avec option d'achat	Au 31.12.2016	Dotation	Reprise	Au 31.12.2017
Créances douteuses	722 087 315	766 555	-76 106 614	646 747 256
dont compromis	1 027 311	766 555	-1 027 311	766 555
Immobilisations	37 936 092		-18 763 823	19 172 269
Total	760 023 407	766 555	-94 870 437	665 919 525

Location simple	Au 31.12.2016	Dotation	Reprise	Au 31.12.2017
Créances douteuses	6 049 256		-67 133	5 982 123
dont compromis	0			0
Immobilisations	0			0
Total	6 049 256	0	-67 133	5 982 123

Note 9 : Immobilisations

	Valeur nette au 31.12.16	Valeur brute au 31.12.16	Variation 2017	Valeur brute au 31.12.17	Amortissements ou provisions cumulés au 31.12.17	Valeur nette au 31.12.17
Immobilisations incorporelles	0	120 000	0	120 000	-120 000	0
- Exploitation	0	120 000	0	120 000	-120 000	0
Immobilisations corporelles	9 133 184	38 399 853	2 764 130	41 163 983	-32 272 054	8 891 929
- Exploitation	9 133 184	38 399 853	2 764 130	41 163 983	-32 272 054	8 891 929
- Hors exploitation	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières			35 800	35 800	0	35 800
- Titres de participation			35 800	35 800	0	35 800

Note 10 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

XPF	Dettes et créances rattachées		Autres éléments non ventilables (1)		Moins de trois mois (2)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Actif								
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	1 613 014 749	756 007 779			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	7 401 769	7 136 185	208 922 797	804 234 406	382 057 617	256 728 583	739 523 112	901 312 896
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit	54 779 733	-	0	0			2 028 639 617	-
Comptes créditeurs de la clientèle		6 813 284	52 250 325	49 153 182	0	0		1 670 644 394
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(2) Y compris les comptes à vue.

XPF	De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Actif						
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	-	-	1 613 014 749	756 007 779
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	1 523 367 566	1 360 673 440	2 888 044	1 072 903	2 864 160 905	3 331 158 413
Passif						

Dettes envers les établissements de crédit	5 369 928 399	-	0	-	7 453 347 751	0
Comptes créditeurs de la clientèle		2 744 630 072		0	52 250 325	4 471 240 932
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	0	0

(1) Les "Autres éléments non ventilables" correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(2) Y compris les comptes à vue.

Note 11 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

XPF	Au 31.12.17		Au 31.12.16	
	Total	Dont entreprises liées (1)	Total	Dont entreprises liées (1)
Actif				
Créances sur les établissements de crédit	1 613 014 749	0	756 007 779	0
Créances sur la clientèle	2 864 160 905		3 331 158 413	779 998 269
Autres actifs	5 888 481	0	238 664 435	0
Comptes de régularisation	60 851 534	0	45 746 765	0
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	7 453 347 751	7 453 347 751	0	0
Comptes créditeurs de la clientèle	52 250 325		4 471 240 932	2 029 802 713
Autres passifs	232 150 277	0	547 653 389	0
Comptes de régularisation	322 212 947		359 470 522	64 654 893
Hors bilan				
Engagements reçus	117 025 227		116 780 102	
Engagements donnés	150 420 221		190 184 475	

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable

Note 12 : Opérations de crédit-bail et de location simple

XPF	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Immobilisations nettes				
Immobilisations (1)	7 571 663 427	7 286 706 233	235 828 475	222 693 872
- Dépréciations des encours	-19 172 269	-37 936 092	0	0
Créances rattachées				
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	297 608 383	299 328 104	9 348 919	10 027 018
Total	7 850 099 541	7 548 098 245	245 177 394	232 720 890

(1) Immobilisations

XPF	Valeur nette au 31.12.16	Valeur brute au 31.12.16	Variation 2017	Valeur brute au 31.12.17	Amortissements cumulés au 31.12.17	Valeur nette au 31.12.17
Crédit-bail	7 286 706 233	-8 299 441 717	24 129 398 054	15 829 956 337	-8 258 292 910	7 571 663 427
Location simple	222 693 872	-180 754 418	581 484 982	400 730 564	-164 902 089	235 828 475

(2) Comptes débiteurs de la clientèle

XPF	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.17	Au 31.12.16	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Créances saines nettes	262 310 187	255 664 308	9 239 427	9 812 250
Créances douteuses nettes	35 298 196	43 663 796	109 492	214 768
Créances douteuses	682 045 452	765 772 881	6 091 615	6 242 254
dont compromis	660 523 227	734 817 321	6 091 615	6 242 254
Dépréciation des créances	-646 747 256	-722 109 085	-5 982 123	-6 027 486
dont compromis	635 229 716	-700 809 373	5 982 123	-6 027 486
Total	297 608 383	299 328 104	9 348 919	10 027 018

Note 13 : Autres actifs et autres passifs

Autres actifs

XPF	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dépôts et cautions versés	1 602 800	2 002 800
Etat & collectivités publiques	0	233 381 600
Fournisseurs Débiteurs		408 400
Divers	4 285 681	2 871 635
Total	5 888 481	238 664 435

Autres passifs

XPF	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dépôts de garantie reçus sur location	0	0
Etat et collectivités publiques	41 992 027	425 548 747
Assurances et entretien	16 594 215	16 525 961
Apporteurs et partenaires	0	2 297 744
Organismes sociaux & Personnel	37 929 260	34 346 818
Autres Passifs	135 634 775	68 934 119
Total	232 150 277	547 653 389

Note 14 : Comptes de régularisation

Actif	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Valeurs reçues à l'encaissement	3 363 008	545 745
Charges constatées d'avance		
- Produits à recevoir	23 079 236	21 860 358
- Apporteurs	13 961 599	20 166 762
- Autres charges à répartir		
- Divers	20 447 691	3 173 900
Total	60 851 534	45 746 765
Passif	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Produits constatés d'avance sur opérations de location	226 499 771	220 799 211
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit	2 791	4 697
Charges à payer		
- Fournisseurs	95 680 260	138 666 614
- Personnel		
- Charges fiscales		
Compte de régularisation divers	30 125	
Total	322 212 947	359 470 522

Note 15 : Détail des provisions

Provisions inscrites au passif

Provisions au passif	Au 31/12/2016	Dotation	Reprise	Au 31/12/2017
Provisions non bancaires				
Provisions pour charges	82 093 775	1 069 590		83 163 365
Provisions pour risques	126 943 296		-126 943 296	0
Provisions bancaires				
Impayés	0			0
Provision Passive	28 045 464	11 454 001	-28 045 464	11 454 001
Total	237 082 537	12 523 591	-154 988 760	94 617 366

* Les provisions pour charges comprennent :

La provision pour Indemnités de Fin de Carrière pour 6 194 391 XPF

Cette provision est déterminée par un cabinet d'actuaire extérieur "Mercer" selon les règles comptables en vigueur.

Cette provision est actualisée annuellement.

Note 16 : Dettes subordonnées

XPF	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dettes rattachées	0	0
Total	0	0

Note 17 : Tableau de variation de la situation nette

	(En milliers XPF)	Capital (1)	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en milliers XPF)	Résultat par actions
2014	Ouverture après affectation du résultat de 2013	4 094 631	143 175		1 158 000	0	5 395 805		2 729 754	1 977	
	Résultat de l'année 2014					-421 265					
	Capitaux propres avant affectation	4 094 631	143 175		1 158 000	421 265	5 817 070		2 729 754	2 131	
	Affectation du résultat 2014		21 063		400 201	-421 265					0,15
	Capitaux propres après affectation	4 094 631	164 238		1 558 201	0	5 817 070		2 729 754	2 131	

2015	Résultat de l'année 2015					-389 901					
	Capitaux propres avant affectation	4 094 631	164 238		1 558 201	389 901	6 206 971		2 729 754	2 274	
	Affectation du résultat 2015		19 495		370 406	-389 901					0,14
	Capitaux propres après affectation	4 094 631	183 733		1 928 607	0	6 206 971		2 729 754	2 274	
2016	Résultat de l'année 2016					-339 112					
	Capitaux propres avant affectation	4 094 631	183 733		1 928 607	339 112	6 546 082		2 729 754	2 398	
	Affectation du résultat 2016				339 112	-339 112					0,12
	Capitaux propres après affectation	4 094 631	183 733		2 267 719	0	6 546 082		2 729 754	2 398	
2017	Résultat de l'année 2017					-477 804					
	Capitaux propres avant affectation	262 530	200 688	1 301 756	2 250 763	477 804	4 493 542		175 020	25 674	
	Affectation du résultat 2017				477 804	-477 804					2,73
	Capitaux propres après affectation	262 530	200 688	1 301 756	2 728 567	0	4 493 542		175 020	25 674	

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que SOCALFI est détenue à hauteur de 100% par MyMoneyBank et est consolidée par intégration globale dans les états financiers de GROUPE PROMONTORIA

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'attention de l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCALFI S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Estimation, au titre du risque de crédit, des dépréciations des créances clients

Votre société constitue des dépréciations spécifiques destinées à couvrir les risques inhérents à ses activités comme présenté dans la note 4 de l'annexe aux comptes sociaux.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations spécifiques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil de surveillance et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 27 avril 2018

Le commissaire aux comptes :

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Fabrice Odent
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de SOCALFI, sis au Centre Commercial La Belle Vie - 224 rue J. Iéakawé - PK6 98 800 Noumea - Nouvelle Calédonie.